



4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

Vendredi 15 novembre 2019

www.gouvernement.fr

Dossier de presse

Contact

Service de presse
de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris - France
Tel: +33 (0)1 42 75 50 78/79

Sommaire

I. Un État plus simple et plus proche : retour sur les engagements pris en juin 2019	5
SIMPLIFIER LE PAYSAGE ADMINISTRATIF : LA RÉDUCTION DU NOMBRE DE COMMISSIONS CONSULTATIVES ET DE STRUCTURES RATTACHÉES AUX ADMINISTRATIONS CENTRALES	
RAPPROCHER LES ADMINISTRATIONS DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES	
II. Des modes de travail différents pour plus d'efficacité des politiques publiques	11
DONNER PLUS DE SOUPLESSE AUX ADMINISTRATIONS POUR S'ORGANISER : VERS UNE CULTURE DE LA RESPONSABILITÉ ET DE LA RÉACTIVITÉ	
MIEUX ASSOCIER LES AGENTS À LA PRISE DE DÉCISION ET AU SUIVI DES RÉFORMES	
III. Le numérique au service de l'efficacité de l'action publique	13
DÉMATÉRIALISER LES SERVICES PUBLICS : VERS UNE PLUS GRANDE ATTENTION PORTÉE À LA QUALITÉ ET À L'ACCOMPAGNEMENT DES USAGERS EN DIFFICULTÉ	
AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS : DE NOUVEAUX OUTILS NUMÉRIQUES AU SERVICE DES ADMINISTRATIONS	
CAPITALISER SUR LES OUTILS NUMÉRIQUES POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES : BILAN À MI-MANDAT DU FONDS DE TRANSFORMATION DE L'ACTION PUBLIQUE	
Annexes	18
1. LISTE DES COMMISSIONS CONSULTATIVES SUPPRIMÉES	
2. LISTE DES STRUCTURES D'ADMINISTRATION CENTRALE SUPPRIMÉES OU REGROUPÉES	
3. LISTE DES RELOCALISATIONS DE SERVICES EN RÉGIONS	

Au cours du troisième Comité interministériel de la transformation publique (CITP) tenu le 20 juin dernier, le Premier ministre a lancé l'acte II de la transformation publique. Largement inspiré des contributions issues du Grand débat national, cette nouvelle étape s'articule autour de trois engagements prioritaires dont le Gouvernement rend compte aujourd'hui :

- 1/ une **organisation administrative plus simple et plus réactive** au travers d'un plan détaillé de suppressions et de regroupements de commissions et d'entités rattachées aux administrations centrales ainsi que d'un allègement sans précédent des textes d'organisation ;
- 2/ des **administrations plus proches et plus accessibles** au travers d'un plan de relocalisations de certaines administrations hors de Paris et des grandes métropoles régionales, du déploiement du réseau d'espaces France Services - dont la liste des premières implantations est publiée aujourd'hui - et d'une déconcentration de la prise de décision au plus proche du terrain ;
- 3/ une **administration plus efficace** capable de tirer le meilleur parti des outils numériques au service des **usagers** (publication de l'observatoire de la dématérialisation ; nouveaux outils en faveur des usagers les plus fragiles), des **agents publics** (construction progressive d'un nouvel environnement de travail numérique des agents) et des **politiques publiques** qu'ils conduisent (bilan, à mi-mandat, du fonds de transformation de l'action publique).

Cette transformation des administrations se concrétise d'ores et déjà à travers une évolution profonde des modes de travail qui s'incarne symboliquement par la tenue de ce CITP dans un nouveau lieu dédié à l'accélération de projets récemment ouvert par la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP).

I. Un État plus simple et plus proche : retour sur les engagements pris en juin 2019

SIMPLIFIER LE PAYSAGE ADMINISTRATIF : LA RÉDUCTION DU NOMBRE DE COMMISSIONS CONSULTATIVES ET DE STRUCTURES RATTACHÉES AUX ADMINISTRATIONS CENTRALES

Engagement n° 1 : le Gouvernement s'est engagé à réduire le nombre de commissions obligatoirement consultées avant de prendre une décision administrative. Ce travail de simplification répond à trois objectifs :

- accélérer la mise en œuvre des décisions en optimisant les délais de préparation des textes (notamment des décrets d'application des lois) et en évitant des consultations souvent trop formelles ;

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

- privilégier d'autres modes de consultations ou d'associations à la décision publique, moins administratifs et plus ouverts sur la société ;
- dégager du temps administratif sur des actions à plus forte valeur ajoutée pour nos concitoyens.

Résultat : près de 90 commissions consultatives seront supprimées, dont 63 avant fin 2019. Leur liste figure en annexe.

Engagement n° 2 : la multiplicité des structures aux formes et statuts juridiques variées (observatoire, agence, délégation, inspection etc.) - qui comptent pour certaines un très faible nombre d'agents - nuit à la lisibilité et à la cohérence des missions des administrations centrales. Le Gouvernement s'est engagé à ce que chaque ministère procède à un passage en revue systématique des entités de moins de 100 ETP afin de proposer la suppression ou le regroupement des entités n'ayant pas la taille critique.

Résultat :

- 80 structures seront supprimées ou regroupées. Leur liste et le calendrier de mise en œuvre figurent en annexe.

Trois grands types de suppressions ou regroupements de structures

La suppression de petites structures dont les missions seront internalisées en administration centrale ou dans un opérateur existant

Exemples :

- la Délégation à l'action foncière et immobilière (intégration au sein du secrétariat général du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) ;
- le Centre national des ponts de secours (intégration au sein du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) ;
- le Haut fonctionnaire à la terminologie de la langue française des ministères économiques et financiers (intégration au sein du secrétariat général des ministères financiers) ;
- l'Agence du patrimoine immatériel de l'État (intégration au sein de la direction des affaires juridiques des ministères financiers) ;
- l'Institut de formation de l'environnement (intégration au sein du secrétariat général du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire).

Le regroupement de structures ayant des missions proches

Exemple :

- les inspections du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, du ministère des Sports et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

L'intégration par un nouvel organisme

Exemples :

- absorption par l'Agence nationale de la Cohésion des territoires (ANCT) de l'Établissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux et de l'Agence du numérique ;
- l'intégration de la Mission de lutte anti-drogue (Milad) au sein du nouvel Office antistupéfiants (OFAST).

RAPPROCHER LES ADMINISTRATIONS DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES

Engagement n° 3 : afin de répondre à la double attente de proximité et de rééquilibrage des forces économiques et institutionnelles sur l'ensemble du territoire, le Gouvernement s'est engagé à transférer certains services ou entités hors de Paris et des grandes métropoles régionales.

Résultat : 40 opérations de relocalisation de services qui concernent près de 6 000 agents ont été décidées. Elles conduisent à trois grands mouvements :

- des transferts de services depuis Paris ou la proche banlieue parisienne **vers les régions** ;
- des transferts de services depuis Paris vers la région Ile-de-France, majoritairement vers la **Seine-Saint-Denis** ;
- des transferts de services depuis des métropoles régionales vers des communes de taille plus modeste en **zone rurale ou péri-urbaine**.

Ces relocalisations constituent une première vague qui pourra être complétée par d'autres projets en cours d'instruction, dans le respect du dialogue social propre aux organismes potentiellement concernés.

Quelques exemples de relocalisations de services

De Paris vers les régions

- **Nantes** : plusieurs services du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (actuellement localisés à l'étranger) ;
- **Guérande** : certains services de soutien informatique du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ;
- **Metz** : service du Traitement des renseignements tarifaires contraignants en matière douanière ;
- **Tours, Rennes, Orléans** : certains services de l'État-major des Armées ;
- **Saint-Etienne** : siège de l'Institut de formation 4.10 de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale ;
- **Saint-Cyr-sur-Loire** : services d'appui (assurance automobiles) du ministère de l'Intérieur.
- Environ 500 agents de la direction générale des finances publiques.

De Paris vers la région Ile-de-France

- **Aubervilliers** : Ecoles, opérateurs et universités du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au sein du Campus Condorcet ;
- **Ivry** : Agence nationale du sport ;
- **Seine-Saint-Denis** (villes en cours de détermination) : Agence nationale de la rénovation Urbaine (ANRU) et Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale.

De la région Ile-de-France (hors Paris) ou des métropoles régionales vers des communes rurales et péri-urbaines

- Environ **2 000 agents** de la direction générale des finances publiques (services d'appui à des services supports ou opérationnels). Appel à candidatures à destination des communes lancé le 17 octobre.

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**



France
SERVICES

Engagement n° 4 : le Gouvernement s'est engagé à déployer un réseau de services publics polyvalents – les espaces France Services – afin de permettre aux usagers de procéder aux principales démarches administratives du quotidien dans

un lieu unique, à moins de 30 minutes de leur domicile. L'objectif est de couvrir chaque canton par au moins une structure France Services d'ici à fin 2022.

Résultat : la formation des agents polyvalents et les outils numériques qui seront mis à disposition des futurs espaces France Services ont été expérimentés en septembre et octobre 2019 dans 6 départements pilotes (Ardennes, Calvados, Hautes-Pyrénées, Ille-et-Vilaine, Vaucluse et Vendée). Après une phase d'audit qualité, **environ 400 structures France Services ont été sélectionnées pour une ouverture en janvier 2020.**

La liste est disponible sur le site du [Commissariat général à l'égalité des territoires](#)¹. Dans chaque structure France Services labellisée, 6 opérateurs (La Poste, Pôle emploi, Caisse Nationale d'Assurance Maladie, Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, Caisse Nationale d'Allocations Familiales, Mutualité Sociale Agricole), et 3 administrations partenaires (intérieur, impôts et justice) s'engagent à garantir une offre de services et d'accompagnement. Au-delà de ces 9 partenaires, d'autres services publics et privés pourront être présents dans les France Services labellisées.

La promesse de services pour l'utilisateur

- Aide personnalisée à la constitution des dossiers, simulation des droits et **aides sur les démarches santé, famille, retraite, recherche d'emplois.**
- Aide au renouvellement des papiers d'identité (CNI / passeport) et du permis de conduire, accès au solde des points du permis de conduire, aide au renouvellement de la carte grise.
- Accompagnement à la déclaration de revenus, accompagnement à l'appropriation du prélèvement à la source, achat de timbres fiscaux.
- Information et orientation en matière d'accès aux droits – mise en relation avec les professionnels du droit (avocat, huissiers, etc.).
- Accès en libre-service à l'ensemble du matériel nécessaire pour la réalisation des démarches administratives : ordinateur, scanner, imprimante, webconférence pour rendez-vous à distance.
- Services postaux (sauf si point postal présent dans la commune).

Décision : après ces premières ouvertures en janvier 2020, d'autres espaces France Services seront labellisés en 2020 et 2021. Les Maisons de Services Au Public (MSAP) existantes continueront de bénéficier des financements de l'État (30 000 € par maison) jusqu'à fin décembre 2021, afin de les accompagner dans leurs démarches d'amélioration de la qualité du service rendu et pour leur permettre de s'inscrire dans les nouveaux critères de labellisation France Services.

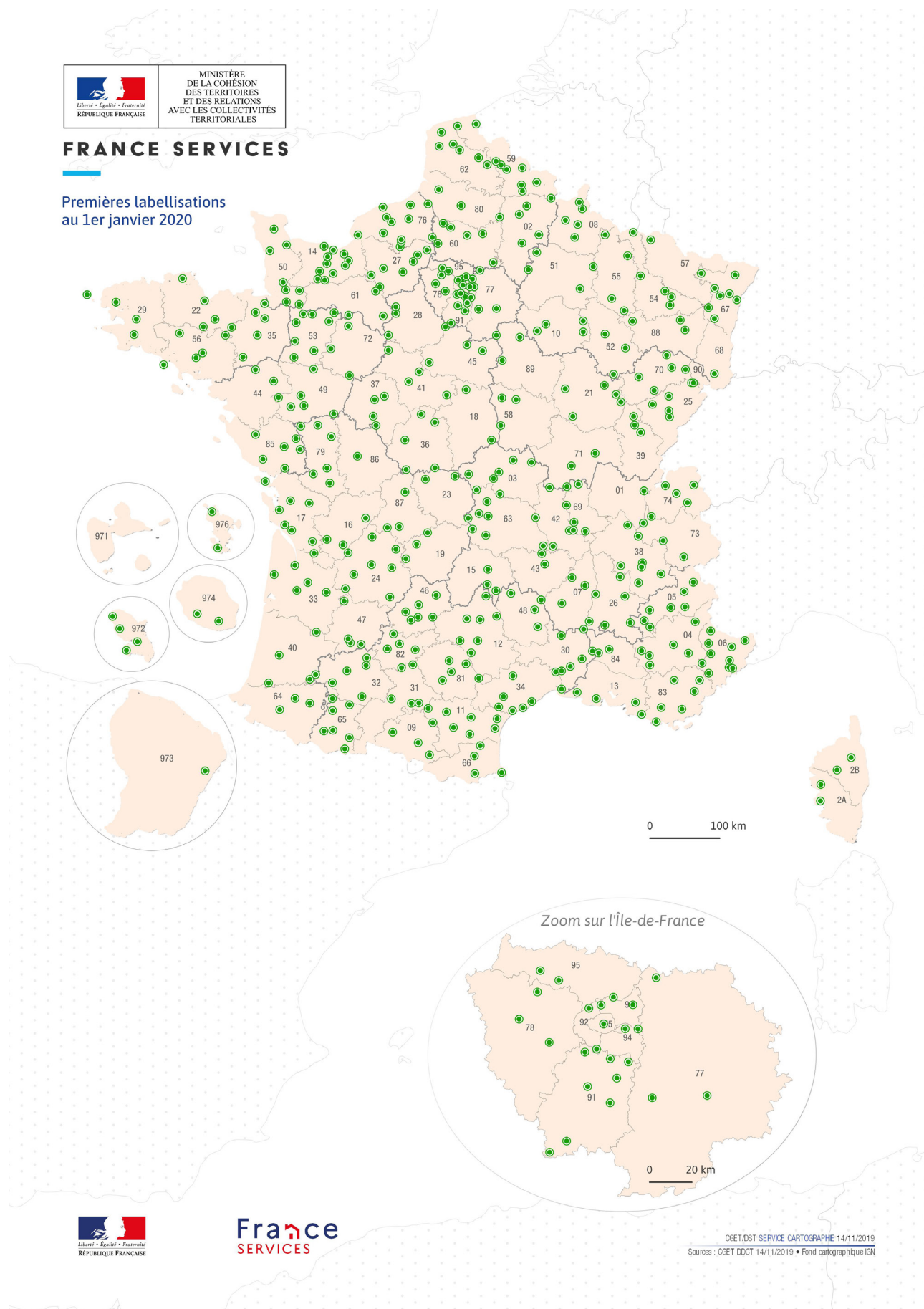
¹ - https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/carte_france-services.pdf

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**



FRANCE SERVICES

Premières labellisations
au 1^{er} janvier 2020



France
SERVICES

CGET/DST SERVICE CARTOGRAPHIE 14/11/2019
Sources : CGET DOCT 14/11/2019 • Fond cartographique IGN

Engagement n° 5 : afin de renforcer les marges de manœuvre des agents de terrain et d'assurer une prise de décision au plus près des citoyens, le Gouvernement s'est engagé à transférer l'ensemble des décisions individuelles (sauf exception dûment justifiée) au niveau déconcentré, en privilégiant le niveau départemental, voire infra-départemental.

Résultat : 1 000 procédures autrefois gérées à Paris ont été soit supprimées, soit transférées au niveau déconcentré. Il en résulte que plus de 95 % des décisions administratives individuelles seront prises au niveau déconcentré, au plus proche des citoyens.

Engagement n° 6 : le Gouvernement s'est engagé à déconcentrer une enveloppe du Fonds pour la transformation de l'action publique aux préfets de région, dans le cadre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État.

Résultat : dès juillet 2019, une première enveloppe de 6 millions d'euros a été allouée aux préfets de région.

II. Des modes de travail différents pour plus d'efficacité des politiques publiques

DONNER PLUS DE SOUPLESSE AUX ADMINISTRATIONS POUR S'ORGANISER : VERS UNE CULTURE DE LA RESPONSABILITÉ ET DE LA RÉACTIVITÉ

Engagement n° 7 : afin d'accélérer la mise en œuvre opérationnelle des décisions gouvernementales, les administrations doivent pouvoir s'adapter plus facilement et rapidement aux politiques publiques prioritaires. Cela passe par :

- ▀ une liberté accrue donnée aux directeurs pour fixer leur organigramme ;
- ▀ la réduction des échelons hiérarchiques ;
- ▀ la constitution facilitée d'équipes-projets ;
- ▀ la diminution du poids des activités récurrentes (réduction de la production normative, rationalisation des modalités d'exercice de la tutelle, etc.).

Résultats :

- ▀ la circulaire du Premier ministre du 5 juin 2019 a supprimé le contrôle préalable, par les services du Premier ministre et du ministre de l'Action et des Comptes publics, des réorganisations des administrations centrales ;
- ▀ au-delà de la suppression de ce contrôle préalable, la majeure partie des entités (toutes celles en dessous des sous-directions, soit **plus de 2 500**) ne feront plus l'objet de textes réglementaires afin de donner aux managers publics et à leurs équipes la possibilité de modifier les organisations en fonction des projets à conduire ;
- ▀ les conditions de nomination aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet sont assouplies : fusion des deux emplois, enveloppe annuelle sans contrôle préalable avant la publication de chaque avis de vacance, suppression de l'avis préalable du ministre de la fonction publique sur les nominations ;
- ▀ en application de la loi de transformation de la fonction publique, près de 3 000 emplois de direction seront ouverts aux contractuels au 1^{er} janvier 2020.

L'exemple de la direction générale des entreprises (DGE)

Pour accompagner plus efficacement les entreprises, la DGE a adopté une nouvelle organisation :

- recentrage stratégique sur les enjeux économiques prioritaires (numérique, industrie, innovation). 20 % des missions existantes ont été supprimées ou transférées.
- allègement de sa structure hiérarchique ;
- généralisation du « mode projet » avec une liberté donnée aux sous-directeurs pour organiser leurs équipes ;
- une restructuration du réseau territorial pour mieux s'articuler avec les conseils régionaux.

MIEUX ASSOCIER LES AGENTS À LA PRISE DE DÉCISION ET AU SUIVI DES RÉFORMES

Engagement n° 8 : du 18 février au 15 avril 2019 une grande consultation nationale à destination des agents publics – «simplifions ensemble» – a été lancée afin d'identifier les blocages rencontrés par les agents dans leur quotidien. Cette consultation a débouché sur 19 000 propositions et 1,65 million de votes auxquels le Gouvernement s'est engagé à répondre.

Résultats : un premier « droit de suite » a été donné aux agents ayant participé à cette consultation. Des ateliers ont été organisés les 9 et 10 octobre 2019, avec une cinquantaine d'agents publics dont les contributions avaient recueilli le plus de votes de leurs pairs, pour affiner les propositions faites. Il ressort de ces ateliers les axes suivants :

- ▶ mettre le principe de confiance au cœur des relations entre les agents et leurs managers ;
- ▶ replacer les agents au cœur de l'action publique ;
- ▶ simplifier l'environnement de travail des agents.

Décision : à la suite de ces ateliers, dont la synthèse est disponible sur le site modernisation.gouv.fr, il a été décidé de retenir les propositions suivantes :

- ▶ systématiser la consultation des agents en amont des réformes puis, au cours de leur mise en œuvre, afin de détecter les améliorations possibles en phase de mise en œuvre ;
- ▶ mettre à disposition d'outils **de collecte d'idées et de propositions** utilisables par chaque ministère avant le lancement d'une réforme ;
- ▶ systématiser la **présence physique des managers sur le terrain**, pour renforcer leur connaissance des territoires avant la mise en œuvre des politiques publiques dont ils ont la responsabilité : des visites au niveau départemental ou infra-départementale seront organisées très régulièrement par les secrétaires généraux et les directeurs d'administration centrale ;
- ▶ simplifier l'**environnement de travail numérique des agents** (cf. *infra*).

« Lieu de la transformation publique » : un espace dédié aux nouvelles méthodes de travail

Le « Lieu » est un espace ouvert et animé par la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) et mis à disposition de toutes les administrations pour concevoir différemment leurs politiques publiques. Cet espace traduit l'ambition du Gouvernement de développer un État qui « travaille autrement » et plus efficacement. Il permet, grâce à des plateaux modulables et adaptés, de :

- Construire les réformes avec les agents et les usagers
- Accélérer les projets de transformation publique, en mobilisant notamment les ressources et l'accompagnement de la Direction interministérielle de la transformation publique
- Former les agents avec le Campus de la transformation publique
- S'inspirer et innover autour d'événements dédiés à la transformation publique

III. Le numérique au service l'efficacité de l'action publique

DÉMATÉRIALISER LES SERVICES PUBLICS : VERS UNE PLUS GRANDE ATTENTION PORTÉE À LA QUALITÉ ET À L'ACCOMPAGNEMENT DES USAGERS EN DIFFICULTÉ

Engagement n° 9 : dans le cadre du programme Action publique 2022, le Gouvernement s'est engagé à rendre accessible sur internet l'ensemble des démarches administratives. Afin de suivre de manière précise l'état d'avancement de ce chantier, le Gouvernement s'est doté depuis juin 2019 d'un **Observatoire de la dématérialisation** qui rend compte, chaque trimestre, de la numérisation de 250 démarches administratives emblématiques (critère : le nombre de fois où la démarche est effectuée chaque année par les usagers). Tout en poursuivant ces objectifs quantitatifs, le Gouvernement a souhaité mettre l'accent sur la **qualité et la simplicité de la numérisation du point de vue de l'utilisateur**. Cela passe par :

- ▶ le **pré-remplissage des données pour le compte de l'utilisateur** ou l'application du principe du « **dites-le-nous une fois** », grâce à la reprise automatique des informations déjà détenues par les différentes administrations, notamment par le déploiement d'API (interfaces de programmation applicative) ;
- ▶ la détection et **l'accompagnement des usagers en difficulté face aux outils numériques**.

Résultats : la deuxième édition de l'Observatoire - disponible sur le site observatoire.numerique.gouv.fr - a été publiée en octobre 2019. De nouveaux services ont été mis en ligne depuis juin 2019 :

- ▶ le portail **justice.fr** permet aux personnes et aux entreprises impliquées dans une **procédure civile** (exemple : divorce, pensions impayées, conflit de consommation, etc.) de **consulter leur dossier en ligne** (convocations, avis, dates d'audience, etc.) et de suivre leur avancée ;
- ▶ le nouveau service **diplome.gouv.fr** permet à toute personne diplômée de l'enseignement scolaire (brevet des collèges, baccalauréat, brevet professionnel, CAP-BEP, etc.) d'obtenir une attestation numérique pour chacun d'eux. Ce service permettra, *a minima*, d'accéder à tous les diplômes postérieurs à 2009. Il sera également possible pour les employeurs de vérifier la validité des diplômes de leurs futurs salariés.

Depuis juin 2019, l'Observatoire permet de mesurer deux nouveaux critères qualitatifs :

- ▶ **l'existence de la fonction pré-remplissage des procédures** : en octobre 2019, 24 % des démarches dématérialisées² qui pourraient appliquer le principe « dites-le-nous une fois » proposent un pré-remplissage intégral des données demandées à l'utilisateur. 54 % appliquent un pré-remplissage partiel³ ;
- ▶ **l'accessibilité via smartphone ou tablette** : en octobre 2019, 60 % des démarches en ligne sont accessibles *via* des sites adaptés pour les smartphones ou tablettes.

2 - Soit un total de 38 démarches administratives sur un total de 160 démarches dématérialisées

3 - Soit un total de 87 démarches administratives.

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

Décision : au regard de la faible proportion des démarches « pré -remplies » par les administrations, le Gouvernement lance un **plan d'accélération du « dites-le-nous une fois »** avec un calendrier précis de mise en œuvre et charge la Direction interministérielle du numérique de le mettre en œuvre avec l'ensemble des administrations concernées.

- ▶ Avant le 30 avril 2020, 5 principaux détenteurs de données fréquemment demandées dans les procédures administratives (*cf. encadré*) devront mettre celles-ci à disposition des autres administrations.
- ▶ Cet échange automatique de données entre administrations – qui restera soumise à autorisation de l'utilisateur – permettra le pré-remplissage de 6 démarches administratives à fort volume d'ici le 30 septembre 2020 :
 - demande d'allocation logement en ligne ;
 - simulation de droits sociaux ;
 - demande de prime d'activité ;
 - aide au logement étudiant ;
 - demande ou renouvellement de logement social ;
 - recensement citoyen obligatoire.
- ▶ d'ici le 31 décembre 2020, le pré-remplissage sera étendu à l'ensemble des démarches dématérialisées suivies dans l'Observatoire ;
- ▶ afin d'accompagner l'ensemble des administrations concernées dans la mise en œuvre du pré-remplissage des procédures, un **guichet « dites-le-nous une fois »** sera ouvert en décembre 2019 au sein de la direction interministérielle du numérique de l'État.

Mise en œuvre du « Dites-le-nous une fois » : l'engagement de 5 « producteurs » de données

Les 5 administrations et opérateurs ci-dessous s'engagent à mettre les données suivantes à disposition de l'ensemble des administrations au plus tard le 30 avril 2020 :

- Derniers salaires perçus : GIP Mes Droits Sociaux (MDS) ;
- Revenu fiscal de référence, informations sur le conjoint, adresse : Direction générale des finances publiques ;
- Informations sur les enfants, l'adresse et le quotient familial : Caisses d'allocations familiales (CAF) ;
- Informations contenues dans les attestations relatives au chômage : Pôle emploi ;
- Informations contenues dans les attestations relatives au statut étudiant : ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Engagement n° 10 : l'État s'engage à mieux détecter et accompagner les usagers en difficulté avec les outils numériques.

Résultats :

- ▶ **s'agissant des usagers en situation de handicap**, le décret du 24 juillet 2019 qui fixe les modalités d'accessibilité des personnes en situation de handicap aux services en ligne (notamment publics) permet de fixer un socle minimal d'exigences pesant sur les administrations et opérateurs ;
- ▶ **pour l'ensemble des usagers éprouvant des difficultés avec les outils numériques** : le Gouvernement vient de lancer l'expérimentation Aidants Connect. S'appuyant sur le mécanisme d'identification

FranceConnect, cet outil propose un cadre sécurisé techniquement et juridiquement pour permettre à un aidant professionnel de **réaliser les démarches administratives en ligne pour le compte d'une personne**, sans solliciter ses mots de passe.

Décisions :

- ▶ en janvier 2020, lors de la prochaine édition de l'Observatoire de la dématérialisation, le critère « accessibilité aux personnes en situation de handicap » sera suivi pour chacune des 250 démarches ;
- ▶ après sa phase d'expérimentation dans une dizaine de territoires, le dispositif Aidants Connect sera généralisé à compter de juin 2020, notamment au sein des espaces France Services et des lieux de médiation numérique ;
- ▶ afin de mieux identifier les difficultés concrètes posées par la dématérialisation des démarches, un **Panel représentatif des usagers** associant chercheurs et représentants d'usagers se réunira régulièrement à compter de décembre 2019 afin de passer en revue les démarches administratives par grande thématique. Il permettra une prise en compte en continu des retours d'expérience des citoyens.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS : DE NOUVEAUX OUTILS NUMÉRIQUES AU SERVICE DES ADMINISTRATIONS

L'évolution des modes de travail (télétravail, plateforme collaborative, échanges croissants de données et de fichiers) nécessite l'adaptation des solutions dont disposent les agents publics pour mener à bien leur mission avec l'ensemble de leurs interlocuteurs, dans l'État comme à l'extérieur (usagers des services publics, fournisseurs).

Engagement n° 11 : l'État met à disposition de ses agents des outils numériques innovants, mobiles et collaboratifs en les faisant pleinement participer au choix, au prototypage et à l'évaluation des solutions retenues.

Résultats :

- ▶ à l'issue de deux appels à projets conduits en mars et en septembre 2019, 15 projets proposés par les agents ont été retenus pour être testés et prototypés. Ces solutions concernent le travail collaboratif (outils de stockage, de traitement de texte, de messagerie) et le travail en mobilité (outils permettant aux agents d'accéder à distance à leurs documents de manière sécurisée) ;
- ▶ l'État poursuit le déploiement de la **messagerie instantanée sécurisée** des agents publics, TCHAP, qui est utilisée désormais par 70 000 agents. Depuis octobre 2019, il est possible de convier des interlocuteurs extérieurs à l'administration dans les espaces de discussion privés ;
- ▶ en septembre 2019, le système de visioconférence **webconf.numerique.gouv.fr** a été généralisé à l'ensemble des administrations. Il permet à la quasi-totalité des agents publics :
 - d'organiser des réunions à distance, y compris avec les collectivités territoriales, les particuliers et les entreprises ;
 - de réduire l'empreinte carbone de l'administration ;
 - d'éviter les déplacements chronophages.

Décision : à l'issue de la phase de prototypage issu des deux appels à projets, l'État mettra à disposition de l'ensemble des administrations une offre de services interministériels permettant à chaque agent d'accéder depuis son poste fixe ou mobile à l'ensemble des outils de communication et de collaboration retenus :

- messagerie instantanée sécurisée (TCHAP) ;
- webconférence publique ;
- outil de transfert fichiers volumineux gratuit (FRANCE TRANSFERT en cours de test) ;
- espace collaboratif (OSMOSE en cours de test) ;

Un prototype de cette offre de services interministériels sera présenté en mars 2020. Il constituera une première réponse concrète aux attentes et propositions exprimées par les agents publics à l'issue de la consultation « simplifions ensemble ! ».

CAPITALISER SUR LES OUTILS NUMÉRIQUES POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES : BILAN À MI-MANDAT DU FONDS DE TRANSFORMATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Engagement n° 12 : lancé le 1^{er} février 2018 à l'occasion du premier Comité interministériel de la transformation publique, le Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP) est doté de 700 M€ sur 5 ans.

Résultat : à l'occasion d'un échange entre le Premier ministre et les porteurs de projet lauréats lors du 4^{ème} CIP, un bilan a été réalisé à l'issue des 3 premiers appels à projets. Le FTAP soutient **63 projets** pour un montant total de **351 M€**. Il bénéficie à 61 entités de toutes natures et de tous niveaux dont 31 directions d'administration centrales, 9 préfectures ou directions départementales, 21 opérateurs de l'État dont 4 universités. Cet investissement devrait permettre **710 M€ d'économies cumulées pour l'État de 2019 à 2022** et des économies annuelles pérennes de 416 M€. Ces projets (*liste complète disponible sur le [site modernisation.gouv.fr](http://site.modernisation.gouv.fr)*) comportent pour la quasi-totalité une forte dimension numérique, qu'il s'agisse :

- ▀ de l'**utilisation des données** (*data science*) **ou de l'intelligence artificielle**, dans des domaines variés : sécurité de la navigation maritime, ciblage de la fraude fiscale, utilisation des données de santé pour améliorer la prévention, exploitation des retours d'expérience en matière de sûreté nucléaire, prévisions météorologiques, etc. ;
- ▀ de l'**amélioration des systèmes d'information internes**, afin de mieux répondre aux attentes des usagers : traitement plus rapide des demandes d'hébergement d'urgence, optimisation de la gestion des scellés de la police technique et scientifique, etc.
- ▀ de la **simplification et dématérialisation des démarches** :
 - création d'un portail unifié d'information et de services pour les personnes en situation de handicap ;
 - création d'un portail unifié d'information et d'échanges à destination des entreprises exportatrices ;
- ▀ du **développement de nouveaux outils** comme :
 - la **télémédecine** en milieu pénitentiaire et pour la médecine de prévention au ministère de l'Intérieur notamment ;

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

- la **visioconférence** pour permettre aux usagers d'échanger avec un service de la DGFIP à partir des nouveaux points d'accueil de proximité ;
- les **assistants virtuels** pour aider les usagers dans leurs démarches en ligne (certification d'immatriculation, carte d'identité, impôts) ;
- la **formation en ligne** : développement d'une plateforme interne de cours à distance destinés à 900 000 agents publics.

Prochaines étapes : le cahier des charges du prochain appel à projets a d'ores et déjà été publié, et les prochains lauréats seront connus en avril 2020. Dans l'intervalle, toutes les administrations peuvent bénéficier d'un accompagnement à la constitution de leur dossier en contactant directement la Direction interministérielle de la transformation publique.

Engagement n° 13 : lors du CITP du 29 octobre 2018, le Gouvernement s'est engagé à constituer un laboratoire d'intelligence artificielle - « Lab IA » - interministériel, pour accompagner les administrations dans le déploiement de leurs projets d'IA et leur permettre de bénéficier de l'état de l'art des technologies en matière d'IA, grâce à un réseau de chercheurs publics affiliés.

Résultat : mis en place au sein de la Direction interministérielle du numérique, le lab IA soutient les projets visant à expérimenter et développer l'utilisation de l'intelligence artificielle et des datasciences au sein de l'État. Il a accueilli 6 projets (21 novembre 2018), puis 15 supplémentaires (17 juillet 2019) dans des domaines variés tels que l'environnement, l'emploi, la santé et le social, ou encore la lutte contre la fraude. Par ailleurs, de nombreux ministères, opérateurs publics et collectivités engagent des projets d'IA dans leur périmètre.

Quelques exemples de projets de l'État utilisant l'intelligence artificielle

L'Agence française pour la biodiversité a développé un algorithme permettant de mieux orienter les contrôles de la police de l'eau : l'IA permet ainsi de tripler la fiabilité de la prédiction de pollution sur une parcelle donnée.

Le CHU de Toulouse a développé un moteur d'extraction et de rapprochement de données des comptes-rendus médicaux pour simplifier le traitement administratif des réunions de concertation pluridisciplinaire et faire gagner du temps aux médecins (premier domaine exploré : cancer du sein).

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault a développé un algorithme permettant de détecter automatiquement les irrégularités d'occupation des sols (constructions illégales, décharges sauvages, etc.) à partir d'images aériennes et satellites.

Initié par la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté, le projet « Signaux faibles » - en cours de généralisation dans d'autres régions - permet d'identifier de façon plus précoce les entreprises en difficulté pour lesquelles des actions d'accompagnement peuvent être proposées au chef d'entreprise grâce à un algorithme de détection qui utilise les données pertinentes (URSSAF, DIRECCTE, Banque de France par ex).

Le projet « Intelligence emploi » a vocation à installer durablement l'intelligence artificielle au sein de Pôle emploi comme levier de l'accélération de l'accès et du retour à l'emploi durable. Les processus internes et l'offre de service de l'opérateur seront ainsi considérablement optimisés, au bénéfice d'un accompagnement plus personnalisé des demandeurs d'emploi et des entreprises (renforcement du diagnostic de la situation du demandeur d'emploi comme des besoins de recrutement de l'entreprise).

ANNEXE 1 LISTE DES COMMISSIONS CONSULTATIVES SUPPRIMÉES

Ministère	Intitulé de l'instance	Date de suppression
Premier ministre	Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Commission supprimée avec effet au 1 ^{er} janvier 2020
Premier ministre	Commission interministérielle des données d'origine spatiale	2019
Premier ministre	Conférence des achats de l'État	Commission supprimée avec effet au 1 ^{er} janvier 2020
Premier ministre	Conférence nationale de l'administration territoriale de l'État	2019
Premier ministre	Conseil du système d'information et de communication de l'État	Commission supprimée avec effet au 1 ^{er} février 2020
Premier ministre	Commission de déontologie de la fonction publique	Commission supprimée
Justice	Commission de suivi de la détention provisoire	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Justice	Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	2019
Justice	Conseil national de l'aide aux victimes	2019
Justice	Commission chargée d'agrée les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	2020
Justice	Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	2019
Justice	Comité interministériel de coordination de la santé pour les personnes placées sous main de justice ou confiées par l'autorité judiciaire	2019
Justice	Observatoire de la récidive et de la désistance	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Europe et affaires étrangères	Commission du volontariat de solidarité internationale	2019
Europe et affaires étrangères	Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	2019
Armées	Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Commission supprimée
Armées	Comité consultatif de santé des armées	Commission supprimée
Armées	Conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	Commission supprimée
Transition écologique et solidaire	Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	2019
Transition écologique et solidaire	Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	2019
Transition écologique et solidaire	Commission de conciliation du télépéage	2019
Transition écologique et solidaire	Commission des produits chimiques et biocides	2019
Transition écologique et solidaire	Commission des téléphériques	2019
Transition écologique et solidaire	Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Transition écologique et solidaire	Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	2019
Solidarités et Santé	Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Solidarités et Santé	Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	2019
Solidarités et Santé	Conseil supérieur de la mutualité	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Solidarités et Santé	Commission d'admission des sportifs de haut niveau	2019
Solidarités et Santé	Conseil supérieur de la pharmacie	2019
Économie et Finances	Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	2019
Économie et Finances	Commission nationale des titres-restaurant	2020

4^{ème} Comité interministériel de la transformation publique

Économie et Finances	Commission nationale des services	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Économie et Finances	Observatoire de l'épargne réglementée	2019
Économie et Finances	Commission économique de la Nation	2019
Travail	Intégration de trois commissions (Haut Conseil du dialogue social, conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat salarié, commission des accords de retraite et de prévoyance) au sein de la commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle	Projet de loi « simplification » - 2020
Éducation nationale et Jeunesse	Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Arrive à échéance au 8 juin 2020.
Action et Comptes publics	Commission compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Action et Comptes publics	Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	2019
Action et Comptes publics	Observatoire des jeux	2019
Action et Comptes publics	Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État	2019
Action et Comptes publics	Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'État	2019
Action et Comptes publics	Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	2019
Action et Comptes publics	Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine en Alsace-Moselle	2019
Intérieur	Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	2019
Intérieur	Comité pour l'histoire préfectorale	2019
Intérieur	Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	2019
Intérieur	Observatoire national du secourisme	2019
Enseignement supérieur, recherche et innovation	Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Commission supprimée avec effet au 1 ^{er} avril 2020
Enseignement supérieur, recherche et innovation	Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	2020
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	2020
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Déjà supprimée dans le décret n° 2018-785 avec un effet en 2022 prévu par la loi OEP.
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Conférence de la ruralité	Déjà supprimée dans le décret n° 2018-785 avec un effet au 1 ^{er} janvier 2022.
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Conseil scientifique du Plan Urbanisme Construction Architecture	2019
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	2019
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Commission de révision du nom des communes	Commission supprimée
Outre-mer	Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Commission supprimée.
Outre-mer	Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Culture	Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	2020
Culture	Haut Comité des commémorations nationales	2019
Culture	Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	2019
Culture	Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	2019

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

Culture	Commission scientifique nationale des collections	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Culture	Commission de l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	2020
Culture	Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	2019
Agriculture et Alimentation	Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020
Agriculture et Alimentation	Commission de conciliation dans les professions agricoles	2019
Agriculture et Alimentation	Conseil national de la spécialisation vétérinaire	2019
Agriculture et Alimentation	Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	2019
Sports	Comité de la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	2019

Ministère	Intitulé de l'instance	Observations	Observations
Premier Ministre	Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	A fusionner avec le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	2020
Transition écologique et solidaire	Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	A fusionner avec Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	2019
Transition écologique et solidaire	Commission des comptes des transports de la nation, commission des comptes du logement et commission des comptes de l'économie de l'environnement	Suppression des trois commissions dont les missions sont reprises par la commission de l'économie du développement durable qui se substitue au conseil économique du développement durable	2019
Transition écologique et solidaire	Commission des phares et des autres aides à la navigation	A fusionner avec la Grande commission nautique	2019
Solidarités et Santé	Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	A fusionner avec la Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	2019
Solidarités et Santé	Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	A fusionner à l'Institut national des jeunes aveugles	2020
Solidarités et Santé	Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	A fusionner avec le conseil national de lutte contre l'exclusion	2019
Économie et Finances	Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	A fusionner avec le comité d'engagement de la garantie de l'État accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	2019
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	A fusionner avec le Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Commission à supprimer dans le projet de loi « simplification » - 2020

Ministère	Intitulé de l'instance	Observations
Éducation nationale et Jeunesse	Conseil national éducation économie	Echu depuis le 28 juin 2018
Transition écologique et solidaire	Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Echu depuis le 2 janvier 2019
Justice	Conseil national du droit	Echu depuis le 25 juillet 2019

ANNEXE 2 LISTE DES STRUCTURES D'ADMINISTRATION CENTRALE SUPPRIMÉES OU REGROUPÉES

Nom de l'entité	Nature de l'opération	Calendrier de mise en œuvre
Ministère de la Justice		
GIP Justice coopération internationale	Fusion avec Expertise France	Sept-19
Ministère des Armées		
Observatoire de la santé des vétérans	Regroupement - structure d'accueil en cours d'expertise	avant fin 2020
Ministère de la Transition écologique et solidaire		
Agence française pour l'information multimodale et la billettique	Suppression - regroupement au sein de la DGITM	1 ^{er} juillet 2019 (arrêté du 31 mai 2019)
Chambre nationale de la batellerie artisanale	Suppression - regroupement au sein du secrétariat général du MTES	dissolution au 1 ^{er} juillet 2019
Institut de formation de l'environnement	Suppression	d'ici fin 2019
Centre national des ponts de secours	Regroupement avec le CEREMA	d'ici 2022
Ecole nationale de la sécurité et de l'administration de la mer	Regroupement avec l'ENSM	Sep-21
Société du canal Seine-Nord Europe	Suppression - transformation en Etablissement public local	prévue au 1 ^{er} janvier 2020 dans le PJJ LOM-
Délégation à l'action foncière et immobilière	Suppression - regroupement au sein du secrétariat général du MTES	d'ici fin 2019
Ministère des Solidarités et de la Santé		
GIP Enfance en danger	Regroupement	avant 2022
Agence française pour l'adoption		
Conseil national de la protection de l'enfance		
GIP Institut national de la transfusion sanguine	Suppression	30 juin 2020
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES)	Regroupement avec le Centre national de lutte contre la pauvreté (CNLE)	2020
Fonds CMUc	Suppression	2021
Ministère de l'Économie et des Finances		
Agence du numérique	Suppression - Transfert des missions à l'ANCT et à la DGE (pour mission French Tech)	Suppression complète du SCN au 1 ^{er} janvier 2020
Mission bornes électriques de recharge		31-Dec-19
Ministère du Travail		
Délégation générale au pilotage des DIRECCTE (opération commune avec le MEF)	Suppression	Oct-19
Centre Inffo	Fusion	Avant 2022
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse		
Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche	Regroupement	2019
Inspection générale de la jeunesse et des sports		
Inspection générale des bibliothèques		
Inspection générale de l'éducation nationale.		
Ministère de l'Action et des Comptes publics		
Agence du patrimoine immatériel de l'État	Suppression et intégration au sein de la direction des affaires juridiques des ministères financiers	d'ici fin 2019
Haut fonctionnaire à la terminologie et à la langue française	Rattachement SG Bercy	Fin 2019
SCN Réseau interministériel de l'État	Suppression	2019-2020
Ministère de l'Intérieur		
Institut national de la police technique (INPS)	Suppression dans le cadre du rattachement au service central de la police technique et scientifique	PLF 2021.

4^{ème} Comité interministériel de la transformation publique

Mission de lutte anti-drogue (MILAD)	Suppression et intégration dans l'OFAST	2020
Service historique de la police nationale	Regroupement au sein de la Direction générale de la police nationale (DGPN)	1 ^{er} janvier 2020
Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES)	Regroupement avec le Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)	1 ^{er} janvier 2020
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		
Chancellerie d'Aix-Marseille	Suppression	2020
Chancellerie d'Amiens	Suppression	2020
Chancellerie de Besançon	Suppression	2020
Chancellerie de Bordeaux	Suppression	2020
Chancellerie de Caen	Suppression	2020
Chancellerie de Clermont-Ferrand	Suppression	2020
Chancellerie de Corse	Suppression	2020
Chancellerie de Créteil	Suppression	2020
Chancellerie de Dijon	Suppression	2020
Chancellerie de Grenoble	Suppression	2020
Chancellerie de Guadeloupe	Suppression	2020
Chancellerie de Guyane	Suppression	2020
Chancellerie de La Réunion	Suppression	2020
Chancellerie de Lille	Suppression	2020
Chancellerie de Limoges	Suppression	2020
Chancellerie de Martinique	Suppression	2020
Chancellerie de Montpellier	Suppression	2020
Chancellerie de Nancy-Metz	Suppression	2020
Chancellerie de Nantes	Suppression	2020
Chancellerie de Nice	Suppression	2020
Chancellerie d'Orléans-Tours	Suppression	2020
Chancellerie de Poitiers	Suppression	2020
Chancellerie de Reims	Suppression	2020
Chancellerie de Rennes	Suppression	2020
Chancellerie de Rouen	Suppression	2020
Chancellerie de Strasbourg	Suppression	2020
COMUE Aquitaine	Suppression	2020
COMUE Centre Val de Loire	Suppression	2020
COMUE Grenoble Alpes	Suppression	2020
COMUE Languedoc-Roussillon	Suppression	2020
COMUE Lille Nord de France	Suppression	2020
COMUE Nice Côte d'Azur	Suppression	2020
COMUE Paris Saclay	Suppression	2020
COMUE Paris Sciences et Lettres	Suppression	2020
COMUE Paris Seine	Suppression	2020
COMUE Sorbonne Paris Cité	Suppression	2020
Institut national de recherche agronomique (INRA) -	Fusion	1 ^{er} janvier 2020
Institut national de recherche en sciences et technologies de l'environnement et l'agriculture (IRSTEA)		
Institut Français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	Fusion	Expérimentation
Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM)		

4^{ème} Comité interministériel de la **transformation publique**

Ministère de la Cohésion des territoires		
Agence des 50 pas géométriques de la Guadeloupe	Suppression	1 ^{er} janvier 2021 (loi ADOM)
Agence des 50 pas géométriques de la Martinique	Suppression	1 ^{er} janvier 2021 (loi ADOM)
Etablissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	Regroupement avec ANCT	au plus tard 1 ^{er} janvier 2020
Ministère de la Culture		
Institut national des métiers d'art (INMA)	Regroupement	Avant fin 2019
Institut supérieur des métiers (ISM)		
Centre national des variétés et du jazz	Regroupement	2020
Bureau Export		
IRMA (centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles)		
Club Action des Labels et des Disquaires Indépendants Français		
FCM (fonds pour la création musicale)		
HADOPI et CSA	Regroupement	Janv-21
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
France Vétérinaire international	Regroupement avec VetAgro Sup	avant fin 2020
GIP ADECIA (expertise agricole, agrolimentaire et de développement rural)	Regroupement avec FranceAgriMer	avant fin 2020
GIP Pulvés	Reprise des missions par un opérateur à identifier	Avr-21

ANNEXE 3 LISTE DES RELOCALISATIONS DE SERVICES EN RÉGIONS

Services ou entités transférés	Nombre d'ETP	Ville d'origine	Ville de destination	Création de postes en sus des transferts	Calendrier de mise en œuvre
Ministère de la Justice					
Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (ANTIGIP)	211 *	Paris	Tulle	5 (1er janvier 2020)	Déjà mis en œuvre
Service système d'information et de communication	5	Paris	Amiens	30	2019-2022
Service système d'information et de communication	10	Paris	Nantes	50	2019-2022
Sous-total	226			85	
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères					
Mission de l'exploitation des systèmes et de la satisfaction des utilisateurs (SI)	30	Paris	Nantes		avant janvier 2022
Mission infrastructures, déploiement et acquisitions (SI)					
Bureau des voyages et missions	25	Paris	Nantes		avant janvier 2022
Centre d'appel consulaire	20	Réseau à l'étranger	Nantes		entre 2020 et 2024
Centre d'expertise ressources titres	17	Réseau à l'étranger	Nantes		2019-2022
Centralisation de la transcription d'actes d'état civil des postes suivants : Zurich ; Genève ; Luxembourg ; Monaco	5	Zurich ; Genève ; Luxembourg ; Monaco	Nantes		fin 2019
Transcription d'actes d'état civil de l'ensemble des postes européens	29	Tous les postes européens	Nantes		d'ici 2027 : transfert par vagues successives pour des raisons juridiques, logistiques, et de GRH
Sous-total	126				
Ministère des Armées					
Secrétariat général pour l'administration	40	Paris - IDF	Tours		2019-2022
Etat major des armées	275		Tours		2019 à 2025 dont 10 avant 2022
Etat major des armées	120		Rennes- Bruz		2019-2022
Etat major des armées	15		Bordeaux - Mérignac		2019-2022
Etat major des armées	120		Orléans		2019-2022
Etat major des armées	130		Autres		2019 à 2025 dont 125 avant 2022
Direction générale de l'Armement	120		A déterminer		2019 à 2025 dont 60 avant 2022
Sous-total	820				
Ministère des Solidarités et de la Santé					
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	25	Paris	Lyon		en cours
Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale	87	Paris	Seine-Saint Denis		Avant 2022
Centre de ressources nationales pour l'appui aux ARS ultramarines	1	Paris	Bordeaux	5	Sept-19
Siège de l'Institut de formation 4.10 de l'UCANSS	68	Paris	Saint-Etienne		2021
Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC)	74	Kremlin-Bicêtre	à déterminer		avant 2022
Sous-total	255			5	

4^{ème} Comité interministériel de la transformation publique

Ministère du Travail					
Siège de l'Établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)	103	Malakoff	à déterminer		d'ici 2022
Sous-total	103				
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse					
Médiature et observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement de Paris	16	Paris	Vanves		1 ^{er} semestre 2020
Soutien utilisateur des applications informatiques EPLE	30	Paris	Guérande		2022
Sous-total	46				
Ministère de l'Action et des Comptes publics					
Services d'appui à des services supports ou opérationnels	1 500	Île-de-France	Communes rurales et périurbaines		Appel à candidatures des communes (15 octobre - 29 novembre 2019) - mise en œuvre 2020 à 2025
Services d'appui à des services supports ou opérationnels	1 000	Métropoles régionales	Communes rurales et périurbaines		Appel à candidatures des communes (15 octobre - 29 novembre 2019) - mise en œuvre 2020 à 2025
Autres services ministériels	500	Paris- Métropoles régionales	Communes rurales et périurbaines		
Traitement des renseignements tarifaires contraignants en matière douanière (RTC)	20	Paris	Metz		1 ^{er} janvier 2021
Sous-total	3020				
Ministère de l'Intérieur					
Centre de service pour le soutien	19	Paris et Lognes	Limoges		Janvier à décembre 2020
Centre de soutien national					
Sous-direction des compétences - Direction des personnels militaires de la GN	40	Issy-les-Moulineaux	Rochefort ou Dijon		2022
SCN Assurance automobile	43	Paris et 7 SGAMI	St Cyr sur Loire		2020
Sous-total	102				
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation					
IFREMER	58	Issy-les-Moulineaux	Plouzané		2019
INED (Campus Condorcet phase 1)	259	Paris	Aubervilliers		2019/20
Opération Condorcet phase 1 Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) / Ecole pratique des hautes études / Universités Paris 1 et Paris 3 / CNRS / Ecole nationale des Chartes	694	Paris	Aubervilliers		2019/20
Sous-total	1011				
Ministère de la Cohésion des territoires					
ANRU	131	Paris	Seine-Saint-Denis		2022
Sous-total	131				
Ministère de la Culture					
Déconcentration administration centrale - DRAC	30	Paris	Plusieurs sièges de DRAC		2020
Sous-total	30				
Ministère des Sports					
Agence nationale du sport	52	Paris	Ivry		2020
Sous-total	52				
Total	5922			90	

* dont 52 au siège à Tulle ;

- dont 159 dans les ateliers du SEP au sein des établissements (ces personnels sont rattachés à Tulle).



4^{ème} Comité interministériel
de la **transformation publique**

Vendredi 15 novembre 2019

Dossier de presse

www.gouvernement.fr